

**Discours de Laurence Béthune,
Maire de Saint-Jean-de-Moirans, le 11 novembre 2021**

Nous sommes réunis en ce jour pour commémorer la fin de la 1^{ère} guerre mondiale, l'armistice du 11 novembre 1918 qui mit fin aux combats, provoquant liesse, mais aussi tristesse face au bilan effroyable : plus de 9 millions de morts et 21 millions de blessés. Le mot qui revient le plus dans les courriers de cette époque, est celui de « cauchemar ». Un cauchemar qui prend fin, mais qui ne cessera de hanter tous ceux qui ont vécu cette sombre période.

Qu'en est-il des années qui ont suivi ? de 1919 à 1922, il y a 100 ans donc ?

Politiquement, c'est le règlement du conflit. Traité de Versailles en juin 1919, conférence de Londres en février 1921, qui fixe les réparations dues par l'Allemagne. Mais 1921-1922, c'est surtout l'arrivée sur la scène politique de leaders d'extrême droite, Adolf Hitler en Allemagne, Mussolini en Italie dans un climat d'insurrection, d'affrontements entre communistes et nationalistes.

Sur le plan culturel et social, s'ouvre une décennie de défolement après 4 années de guerre. Une ère d'amusement, d'effervescence artistique et sociale, connue sous le nom « d'années folles »...

Pendant que le peuple insouciant s'amuse dans sa liberté retrouvée, certains hommes, aigris par la défaite, portés par des idéologies parfois mortifères, préparent la « boucherie » suivante, celle de 39-45.

Mais pourquoi parler de cela aujourd'hui, en ce jour de recueillement en mémoire des victimes de la Grande Guerre ? Parce que l'Histoire doit nous servir à tirer des leçons. Sinon, à quoi bon l'enseigner à nos enfants ? A quoi bon défendre les valeurs issues des grandes luttes syndicales, politiques, militaires, qui façonnent notre République actuelle ? Liberté, égalité, fraternité sont-ils des mots vains ?

Quel rapport avec la situation de 1921 me direz-vous ? Nous ne sortons pas d'une guerre... Non, certes... Mais nous sortons de deux crises qui ont profondément ébranlé les démocraties : la crise économique de 2008, qui a mis en évidence la spéculation sans soucis des conséquences sociales ainsi que la croissance inédite des inégalités ; et la pandémie de 2020, qui a profondément marqué et divisé la société. Ces deux crises ont provoqué l'émergence de luttes pour plus d'égalité, de justice sociale... mais aussi de fractures nouvelles, plus inquiétantes. Citons le mouvement des gilets jaunes, qui traduit la déconnexion croissante entre le « peuple » et les « élites » politiques et économiques ; citons encore les déchirements au sein des familles, des groupes d'amis, du pays, face à la vaccination et au pass sanitaire.

Il ne m'appartient pas ici, de donner mon opinion personnelle face à ces événements. Chacun est libre d'en penser ce qu'il veut. Mais, en tant qu'élue, c'est de mon inquiétude dont je veux vous faire part.

Inquiétude face à la montée des populismes et de l'extrême droite, qui s'appuient sur les malheurs du temps, l'incertitude des gens, leurs peurs. Que ces peurs soient réalistes ou non, peu importe. Car toute peur mérite

qu'on lui prête attention, tant elle est le symptôme d'un mal-être plus profond, qui touche parfois à la compréhension de nos valeurs et du fonctionnement de notre démocratie. **Car, à mon sens, notre démocratie est en danger.**

Inquiétude face à la montée des communautarismes de toutes sortes. Alors que les temps troublés que nous traversons pourraient nous ressouder en tant que société démocratique, **c'est le triomphe de l'individualisme qui éclate au grand jour, du « chacun pour soi ». Mais aussi du « chacun contre l'Autre », contre tous les autres ; ceux qui sont différents, ceux qui ne pensent pas comme nous et à qui nous nions parfois jusqu'au droit d'exister.**

Ce repli sur soi, individualiste ou nationaliste, porte, à mon sens, le plus grand des dangers : **celui de l'éclatement de notre société** par perte des repères communs, des valeurs issues de la Révolution de 1789.

Certes, ces repères sont anciens : le monde a changé depuis deux siècles. C'est pourquoi, en tant qu'élus, nous devons agir pour accompagner les changements sociétaux, **pour lutter pour que les erreurs, les horreurs d'hier ne se reproduisent pas, pour que demain soit mieux qu'aujourd'hui, et beaucoup mieux qu'hier.**

Mais cela ne peut se faire que dans la discussion, la recherche du consensus le plus profitable à tous, sans exclusion, sans lynchage médiatique, sans rejet de l'Autre parce qu'il est différent. **Sinon, notre société démocratique cessera d'exister.**

Liberté, Egalité, Fraternité : des valeurs que les poilus de Verdun ont défendues jusqu'au sacrifice de leur vie, qui doivent être au centre d'un pacte social **qui accueille chacun, pourvu qu'il les respecte et, ce faisant, qu'il respecte l'Autre, et renonce à l'anathème, à la violence verbale ou physique.**

Ces valeurs sont notre plus grande richesse, qui nous unit aux morts de toutes les luttes menées en leur nom. Elles doivent être le ciment reliant les individus qui composent notre société, dans leur diversité.

Les oublier, c'est se diviser, se déchirer, se perdre. Tout perdre. En cette année d'élection présidentielle qui va s'ouvrir, il appartient à tous de garder cela en mémoire.

Car l'Histoire nous enseigne que cet oubli ne peut qu'aboutir aux plus grands malheurs, comme la Seconde Guerre mondiale, plus effroyable encore que la première, qui fut une réponse à la situation des années 20. C'est de la responsabilité de chacun dont il est question, et des puissants tout particulièrement. C'est de la responsabilité des élus que de faire preuve de retenue, de prendre en compte l'intérêt collectif au-delà des intérêts particuliers.

Cette période troublée que nous traversons, et le souvenir de celles qui l'ont précédées, doivent nous permettre **de construire sans oublier, de dénoncer sans exclure, de lutter sans le recours à la violence.** C'est le monde de nos enfants, de nos petits enfants qu'ils s'agit de construire. Et nous ne voulons pas qu'il ressemble à celui vécu par les générations de 1914-18, qui ont eu 20 ans en 39-45.